

Critiqué par les oppositions de gauche, le gouvernement a renoncé à en faire un thème à part du grand débat.

LORIS BOICHOT @lboichot  
ET MATHILDE SIRAUD @mathilde\_sd

À LA TABLE du « débat sans précédent » détaillé par le chef de l'État (lire page 2) pour répondre à la colère, l'immigration fait figure de convive inattendue. « Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter », a déclaré le président, peu familier de ce registre, dans son intervention télévisée, lundi. Mais il restait encore à définir la place de la thématique dans le débat national.

Mercredi, un document présenté en Conseil des ministres rapporte cinq sujets : transition écologique, fiscalité, services publics, démocratie... et immigration. « Quelles sont les attentes et les inquiétudes des Français relatives à l'immigration, dans un contexte de mondialisation et de laïcité parfois bousculée ? », énonce le libellé du thème, diffusé sur le site Internet du gouvernement.

### « Au cœur des européennes »

Mais à 10 heures, autour de la table du salon Murat, à l'Élysée, l'exécutif s'apprête à renoncer de faire de l'immigration un thème distinct. « Pourquoi en faire un sujet à part, alors qu'on a mis ensemble dépense publique et fiscalité ? », demandent des membres du gouvernement. « Les ministres sont entrés à l'Élysée avec cinq thèmes, ils en sont ressortis avec quatre », résume l'entourage du premier ministre. L'immigration a été retirée et a intégré le volet « démocratie-citoyenneté ». « On parlera d'immigration, on ne s'interdit aucun sujet, explique un conseiller à Matignon. Ce qui n'est pas dit ressort comme une névrose. »

Le soir, devant les maires de l'association Villes de France, le premier ministre n'énonce dans son discours que les quatre premiers thèmes. Mais sur le site Internet du gouvernement, jeudi, l'immigration figure toujours en cinquième position - sa mention a été supprimée vendredi. Matignon plaide « une erreur ». « Je n'ai pas numéroté ce qui était au débat », a minimisé Emmanuel Macron vendredi, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. Avant de laisser entendre que l'immigration devrait bien en faire partie : « Il est évident que les sujets importants pour nos compatriotes peuvent être discutés. » « On



Le premier ministre Édouard Philippe quitte l'Élysée après une réunion ministérielle, le 12 décembre. LUDOVIC MARIN/AFP

improvise un peu », reconnaît un membre du gouvernement, quand un ministre de premier plan juge que l'immigration « mérite des prises de décisions fortes du politique, plutôt qu'un débat ouvert ».

« C'est un sujet dans la société française, il ne faut pas le nier, avance le ministre des Relations avec le Parlement, Marc Fesneau. Mais il ne faut pas que ce soit un élément qui vienne soit tronquer le débat, soit empêcher certains d'y participer. » « L'immigration ne me semble pas en haut de la pile des revendications des "gilets jaunes", avance pour sa part un proche du chef de l'État. Même si le thème, c'est vrai, sera au cœur des européennes. »

Cette valse-hésitation n'aide pas à éteindre les vives réactions, à gauche, mais aussi dans la majorité. Le député La République en marche (LaREM) Aurélien Taché s'en émeut, rejoint par son collègue

Matthieu Orphelin : « Le grand débat [...] est une excellente idée », mais « la question autour de l'immigration n'y a pas sa place », a-t-il estimé jeudi.

En coulisses, certains élus LaREM déploraient jeudi soir un « lobbying intense est une excellente idée », mais « la question autour de l'immigration n'y a pas sa place », a-t-il estimé jeudi. En coulisses, certains élus LaREM déploraient jeudi soir un « lobbying intense des (députés LaREM) Bisounours qui censurent un thème pourtant au cœur des préoccupations des Français et des "gilets jaunes" ». Un tract du parti macroniste comportant la notion « d'identité nationale », a même été modifié in extremis. Malgré le revirement de l'exécutif, la nomination d'un député LaREM chargé de l'immigration, parmi cinq référents thématiques nommés pour accompagner le débat, a été évoquée dans une réunion interne aux députés de la majorité, jeudi soir. Les élus ont fini par se plier à la décision du gouvernement. Sans mentionner l'immigration. ■



### CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @GTabard

## Une intuition de Macron contrecarrée par les siens

Les macronistes ne sont pas tous macroniens. On le voit sur l'immigration. Là où le chef de l'État veut combattre les tabous et regarder la réalité en face, plusieurs de ses fidèles jouent les disciples du « petit père » Queuille : celui qui soutenait qu'« il n'est pas de problème dont une absence de solution ne finisse par venir à bout ». Cachez ce débat que l'on ne veut pas avoir. Ces indignés-là ont gagné : l'exécutif a accepté de se déjuger en retirant l'immigration de la liste des thèmes de la grande consultation nationale.

Rien à voir avec la crise des « gilets jaunes », arguent ceux qui ne voulaient pas de ce thème. Est-ce eux qui sont dans le déni ? Ou Emmanuel Macron qui pratique l'amalgame ? Dans son intervention télévisée, le président ne s'était pas contenté d'en faire une des questions parmi d'autres à aborder pour répondre au « mal vivre » exprimé ces dernières semaines. C'est la seule sur laquelle il a tenu à préciser : « Il nous faut l'affronter ». Et compte tenu de l'attente qui pesait sur ce discours, on peut tout plaider sauf la maladresse ou l'inattention.

C'est bien de manière intentionnelle que le chef de l'État a lié la réflexion sur « l'identité profonde de la Nation » et la question de l'immigration.

Dès le lendemain, d'ailleurs, Laurent Berger, le patron de la CFDT, s'était insurgé contre cette phrase, suivi par des figures de la gauche et des représentants de l'aile gauche de La République en marche. Certes, on est loin du pouvoir d'achat. Mais précisément. Si un consensus s'est dégagé au fil de la crise, c'est bien pour admettre qu'elle dépasse largement un enjeu de pouvoir d'achat pour exprimer une véritable angoisse existentielle. Or difficile de nier que, à tort ou à raison, de manière réelle ou fantasmée, l'immigration fasse partie des sujets qui troublent les Français. Si on admet que les « gilets jaunes » sont un des visages de cette fameuse « France périphérique » qui se sent reléguée, on ne peut occulter que bien des départs en zone rurale s'expliquent aussi par des incompatibilités entre populations d'histoire ou de culture différentes. Justement, ceux qui ont obtenu le retrait du sujet immigration redoutaient une expression

débordante, sinon raciste, dans le cadre de la grande concertation. Ce qui pose la question de ce que l'on attend de ce dialogue-là. S'agit-il de « libérer la parole » en permettant aux citoyens de dire tout ce qu'ils ont sur le cœur ? Ou d'un dérivatif aux manifestations destiné à habiller des mesures qui relèveraient du seul champ social ?

Cette polémique traduit en fait un clivage au sein de la majorité, tel qu'il était déjà apparu lors de la loi asile-immigration de Gérard Collomb. Une aile gauche est vent debout contre tout penchant « sécuritaire » ou « identitaire ». Les concessions « sociales » faites aux « gilets jaunes » lui conviennent dans la mesure où elles valident la « jambe gauche » qu'elle réclame. Mais cette aile gauche entend bloquer toute concession « identitaire ». Qu'Emmanuel Macron ait dû leur céder souligne sa difficulté à reprendre pleinement la main. Alors qu'il avait eu l'intuition que prendre au sérieux cette crise impliquait de n'éluider aucune question. Même dérangeante. ■

Cette polémique sur la question de l'immigration traduit en fait un clivage au sein de la majorité, tel qu'il était déjà apparu lors de la loi asile-immigration de Gérard Collomb

## Le monde rural envoie ses « cahiers de doléances » au chef de l'État

PAULINE BOYER @Paolineboyer33  
BORDEAUX

IL NE SAIT pas encore combien de cahiers il recevra, combien de mairies auront ouvert leurs portes pour recueillir la parole des citoyens. Répondant à l'appel de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), Daniel Barbe, son représentant en Gironde, a envoyé aux 464 édiles de son département une page modèle pour constituer des « cahiers de doléances et de propositions » à installer dans les mairies. Depuis samedi 8 décembre, les registres sont disponibles en mairie, accessibles à tous. Dans les prochains jours, chaque responsable départemental transmettra une synthèse des écrits au siège national de l'association, à Lyon. « Le maire est un

élu apprécié, pense Daniel Barbe, maire de Blasimon, 950 habitants. On s'est dit qu'on pouvait être des gens modérateurs dans cette crise. Les citoyens nous connaissent, on parle de leurs soucis, qui sont aussi les nôtres, on connaît la réalité. C'est nécessaire de faire remonter leur parole. »

À quelques kilomètres, dans la commune de Targon, 2100 habitants, le maire Richard Pezat a invité ses administrés, notamment via la newsletter de la ville, à venir s'exprimer en mairie. « C'est un exutoire, analyse-t-il. Leur donner la parole, ça fait retomber un peu le soufflé. Ils se sentent pris en considération. » Dans ses premières lectures, le maire a observé des doléances « réalisables, et d'autres qui relèvent de l'utopie, mais dans l'ensemble intéressantes. Surtout beaucoup de demandes autour du pouvoir d'achat. » Le retour de

l'ISF est aussi évoqué, ainsi que la CSG et le référendum d'initiative citoyenne.

À Blasimon, un collectif de « gilets jaunes » local a déposé une liste de revendications précises : l'augmentation du smic à 1 800 € net, celle des retraites et des bourses pour les étudiants, l'encadrement des loyers, la simplification des démarches administratives. De son côté, le « collectif des petits patrons et artisans » a écrit une lettre dans laquelle il regrette un « exécutif parfois devenu sourd à notre bon sens paysan ». Et puis il y a aussi « des cris du cœur », témoigne Daniel Barbe. « Il est impossible de vivre avec ces miettes », « des promesses et encore des promesses », « on nous ment tous les jours et on nous prend pour des ânes et des moutons », peut-on lire. « Cette crise, on la voyait venir, se désole l'élu. Il y a une fracture territoriale, une déconnexion totale des politiques et du citoyen. »

L'initiative prend fin ce samedi soir. « On s'attend à un flux assez considérable de retours », avance Cédric Szabo, directeur de l'AMRF. Sans doute plusieurs milliers de mairies auront offert une page blanche à leurs habitants. « 100 % des contributions seront analysées et rapportées, nous allons travailler avec des chercheurs pour cela », ajoute Cédric Szabo. Les synthèses seront remises prochainement aux présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, ainsi qu'au premier ministre. Et localement, aux préfets et aux parlementaires. Avec l'annonce d'Emmanuel Macron lundi dernier d'une rencontre « région par région » avec les maires de France, « on a une fenêtre de tir inespérée », veut croire Cédric Szabo, pour faire de « l'urgence territoriale » un débat national. ■

➤ Lire aussi PAGE 21

PARIS • STRASBOURG • BORDEAUX  
+33 1 42 60 47 47  
MADE IN VIENNA • shop.FREYWILLE.COM

FREYWILLE  
18kt &

Hommage à Vincent van Gogh

LA MATINALE à 8h00

RADIO CLASSIQUE

écoutez les esprits libres :  
Guillaume Tabard, l'édito  
Guillaume Durand, l'invité  
avec LE FIGARO

